



RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE

Liberté
Égalité
Fraternité

BOAMP.fr

Bulletin officiel des annonces des marchés publics

Avis d'attribution de marché

Attention : les informations contenues dans l'extrait PDF peuvent dans certains cas ne pas présenter le texte intégral de l'annonce. Les extraits PDF des annonces du BOAMP ne constituent pas le format officiel, pour consulter le texte intégral au format officiel du présent avis, cliquez sur <https://www.boamp.fr/pages/avis/?q=idweb:25-131598>

Département(s) de publication : **24**

Annonce n° **25-131598**

Section 1 - Acheteur

1.1 Acheteur

Nom officiel : S.M.D.3

Forme juridique de l'acheteur : Organisme de droit public

Activité du pouvoir adjudicateur : Protection de l'environnement

Section 2 - Procédure

2.1 Procédure

Titre : Marché de service d'assurances

Description : La présente consultation a pour objet la souscription des marchés d'assurance. Les caractéristiques juridiques et techniques des prestations à réaliser sont définies dans le Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.) et dans les Cahiers des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.) du marché. .

Identifiant de la procédure : ea64d82a-7af5-417b-b624-9331e06872f0

Identifiant interne : PPP1CX-424/5360/M-2025 -012 AO

Type de procédure : Ouverte

2.1.1 Objet

Nature du marché : Services

Nomenclature principale (cpv): 66516000 Services d'assurance responsabilité civile

2.1.2 Lieu d'exécution

Subdivision pays (NUTS) : Dordogne (FRI11)

Pays : France

2.1.2 Lieu d'exécution

Subdivision pays (NUTS) : Dordogne (FRI11)

Pays : France

2.1.2 Lieu d'exécution

Subdivision pays (NUTS) : Dordogne (FRI11)

Pays : France

2.1.2 Lieu d'exécution

Subdivision pays (NUTS) : Dordogne (FRI11)

Pays : France

2.1.2 Lieu d'exécution

Subdivision pays (NUTS) : Dordogne (FRI11)

Pays : France

2.1.2 Lieu d'exécution

Subdivision pays (NUTS) : Dordogne (FRI11)

Pays : France

2.1.2 Lieu d'exécution

Subdivision pays (NUTS) : Dordogne (FRI11)

Pays : France

2.1.2 Lieu d'exécution

Subdivision pays (NUTS) : Dordogne (FRI11)

Pays : France

2.1.2 Lieu d'exécution

Subdivision pays (NUTS) : Dordogne (FRI11)

Pays : France

2.1.2 Lieu d'exécution

Subdivision pays (NUTS) : Dordogne (FRI11)

Pays : France

2.1.2 Lieu d'exécution

Subdivision pays (NUTS) : Dordogne (FRI11)

Pays : France

2.1.2 Lieu d'exécution

Subdivision pays (NUTS) : Dordogne (FRI11)

Pays : France

2.1.2 Lieu d'exécution

Subdivision pays (NUTS) : Dordogne (FRI11)

Pays : France

2.1.3 Valeur

Valeur estimée hors TVA : 261,000 Euro

2.1.4 Informations générales

Base juridique :

Directive 2014/24/UE

Section 5 - Lot

5.1 Identifiant technique du lot : LOT-0001

Titre : Responsabilité civile – défense recours

Description : La garantie devra s'exercer dans le sens le plus étendu du terme, en cohérence avec la nature d'un contrat dit "tous sauf", et tenir compte des caractéristiques suivantes, qui devront impérativement être reprises par l'Assureur : – Le contrat ne devra comporter aucune limitation fondée sur la notion d'accident en tant que fait générateur ; – La garantie devra s'appliquer à tout fait générateur de responsabilité, quel qu'en soit le caractère (accidentel, graduel, fautif ou non fautif), sauf stipulation contraire expresse.

Identifiant interne : M-2025 -012 AO_1

5.1.1 Objet

Nature du marché : Services

Nomenclature principale (cpv): 66516000 Services d'assurance responsabilité civile

Options :

Description des options : PSE obligatoire (lot 1):PSE 1 – Responsabilité civile
Atteinte graduelle à l'environnement : Franchise : 10.000 € PSE 2 – Responsabilité civile
Atteinte graduelle à l'environnement : Franchise : 25.000 € PSE 3 – Garantie Individuelle accident Elles sont décrites dans le CCTP.

5.1.2 Lieu d'exécution

Adresse postale : La Rampinsolle

Ville : COULOUNIEIX CHAMIERES

Code postal : 24660

Subdivision pays (NUTS) : Dordogne (FRI11)

Pays : France

Informations complémentaires : S.M.D.3

5.1.3 Durée estimée

Durée : 48 Mois

5.1.4 Renouvellement

Nombre maximal de renouvellements : 3

Autres informations sur le renouvellement : Le lot 1 comporte trois reconductions.
Chaque reconduction est de 12 mois

5.1.5 Valeur

Valeur estimée hors TVA : 230,800 Euro

5.1.6 Informations générales

Projet de passation de marché non financé par des fonds de l'UE

Le marché relève de l'accord sur les marchés publics (AMP) : oui

5.1.10 Critères d'attribution

Critère :

Type : Coût

Description : Conditions tarifaires

Catégorie du critère d'attribution seuil : Pondération (points, valeur exacte)

Nombre critère d'attribution : 30

Critère :

Type : Qualité

Description : Nature et étendues des garanties et des franchises aux regard du CCTP

Catégorie du critère d'attribution seuil : Pondération (points, valeur exacte)

Nombre critère d'attribution : 40

Critère :

Type : Qualité

Description : Gestion et suivi des sinistres

Catégorie du critère d'attribution seuil : Pondération (points, valeur exacte)

Nombre critère d'attribution : 30

5.1.15 Techniques

Accord-cadre :

Pas d'accord-cadre

Informations sur le système d'acquisition dynamique :

Pas de système d'acquisition dynamique

5.1.16 Informations complémentaires, médiation et réexamen

Organisation chargée des procédures de médiation : Comité consultatif de règlement amiable des litiges

Organisation chargée des procédures de recours : Tribunal Administratif de Bordeaux

Informations relatives aux délais de recours : Détails d'introduction des recours : Les voies de recours ouvertes aux candidats sont les suivantes : - introduire, avant la signature du marché, un recours gracieux auprès de l'acheteur public contre la décision de rejet de leur candidature ou de leur offre ; - Un recours en référé précontractuel peut être introduit depuis le début de la procédure de passation jusqu'à la signature du contrat par la personne publique. A partir de la signature du contrat ce recours n'est plus ouvert. (Application des articles L.551-1 et suivants et R.551-1 et suivants du Code de justice administrative). - Un recours en référé contractuel peut être introduit conformément aux dispositions de l'article L 551.13 du Code de justice administrative au plus tard le trente et unième jour suivant la publication d'un avis d'attribution du contrat. En l'absence de la publication d'avis ou de la notification mentionnées à l'alinéa qui précède, la juridiction peut être saisie jusqu'à l'expiration d'un délai de six mois à compter du lendemain du jour de la conclusion du contrat. - Tout tiers à un contrat administratif susceptible d'être lésé dans ses intérêts de façon suffisamment directe et certaine par sa passation ou ses clauses est recevable à former devant le juge du contrat un recours de pleine juridiction contestant la validité du contrat ou de certaines de ses clauses non réglementaires qui en sont divisibles. Ce recours doit être exercé dans un délai de deux mois à compter de la publication de l'avis d'attribution mentionnant la conclusion du contrat et les modalités de sa consultation dans le respect des secrets protégés par la loi. A partir de la conclusion du contrat, ces tiers auxquels ce recours est ouvert ne sont plus recevables à demander l'annulation pour excès de pouvoir des actes préalables qui en sont détachables. (Conseil d'Etat, ass., 4 avril 2014, " Département de Tarn-et-Garonne ", n° 358994).

Organisation qui fournit des informations complémentaires sur la procédure de passation de marché : S.M.D.3

5.1 Identifiant technique du lot : LOT-0002

Titre : Protection juridique de la collectivité

Description : La garantie devra s'exercer dans le sens le plus étendu du terme, en cohérence avec la nature d'un contrat dit "tous sauf", et tenir compte des caractéristiques suivantes, qui devront impérativement être reprises par l'Assureur : – Le contrat ne devra comporter aucune limitation fondée sur la notion d'accident en tant que fait générateur ; – La garantie devra s'appliquer à tout fait générateur de responsabilité, quel qu'en soit le caractère (accidentel, graduel, fautif ou non fautif), sauf stipulation contraire expresse.

Identifiant interne : M-2025 -012 AO_2

5.1.1 Objet

Nature du marché : Services

Nomenclature principale (cpv): 66516000 Services d'assurance responsabilité civile

Options :

Description des options : PSE facultative (lot 2):PSE 1 : Protection juridique Maître d'ouvrage (décrite dans le CCTP)

5.1.2 Lieu d'exécution

Adresse postale : La Rampinsolle

Ville : COULOUNIEIX CHAMIERES

Code postal : 24660

Subdivision pays (NUTS) : Dordogne (FRI11)

Pays : France

Informations complémentaires : S.M.D.3

5.1.3 Durée estimée

Date de début : 01/01/2026

Date de fin de durée : 31/12/2026

5.1.4 Renouvellement

Nombre maximal de renouvellements : 3

Autres informations sur le renouvellement : Le lot 2 comporte trois reconductions.
Chaque reconduction est de 12 mois

5.1.5 Valeur

Valeur estimée hors TVA : 20,000 Euro

5.1.6 Informations générales

Projet de passation de marché non financé par des fonds de l'UE

Le marché relève de l'accord sur les marchés publics (AMP) : oui

5.1.10 Critères d'attribution

Critère :

Type : Coût

Description : Conditions tarifaires

Catégorie du critère d'attribution seuil : Pondération (points, valeur exacte)

Nombre critère d'attribution : 30

Critère :

Type : Qualité

Description : Nature et étendues des garanties et des franchises aux regard du CCTP

Catégorie du critère d'attribution seuil : Pondération (points, valeur exacte)

Nombre critère d'attribution : 40

Critère :

Type : Qualité

Description : Gestion et suivi des sinistres

Catégorie du critère d'attribution seuil : Pondération (points, valeur exacte)

Nombre critère d'attribution : 30

5.1.15 Techniques

Accord-cadre :

Pas d'accord-cadre

Informations sur le système d'acquisition dynamique :

Pas de système d'acquisition dynamique

5.1.16 Informations complémentaires, médiation et réexamen

Organisation chargée des procédures de médiation : Comité consultatif de règlement amiable des litiges

Organisation chargée des procédures de recours : Tribunal Administratif de Bordeaux

Informations relatives aux délais de recours : Détails d'introduction des recours : Les voies de recours ouvertes aux candidats sont les suivantes : - introduire, avant la signature du marché, un recours gracieux auprès de l'acheteur public contre la décision de rejet de leur candidature ou de leur offre ; - Un recours en référé précontractuel peut être introduit depuis le début de la procédure de passation jusqu'à la signature du contrat par la personne publique. A partir de la signature du contrat ce recours n'est plus ouvert. (Application des articles L.551-1 et suivants et R.551-1 et suivants du Code de justice administrative). - Un recours en référé contractuel peut être introduit conformément aux dispositions de l'article L 551.13 du Code de justice administrative au plus tard le trente et unième jour suivant la publication d'un avis d'attribution du contrat. En l'absence de la publication d'avis ou de la notification mentionnées à l'alinéa qui précède, la juridiction peut être saisie jusqu'à l'expiration d'un délai de six mois à compter du lendemain du jour de la conclusion du contrat. - Tout tiers à un contrat administratif susceptible d'être lésé dans ses intérêts de façon suffisamment directe et certaine par sa passation ou ses clauses est recevable à former devant le juge du contrat un recours de pleine juridiction contestant la validité du contrat ou de certaines de ses clauses non réglementaires qui en sont divisibles. Ce recours doit être exercé dans un délai de deux mois à compter de la publication de l'avis d'attribution mentionnant la conclusion du contrat et les modalités de sa consultation dans le respect des secrets protégés par la loi. A partir de la conclusion du contrat, ces tiers auxquels ce recours est ouvert ne sont plus recevables à demander l'annulation pour excès de pouvoir des actes préalables qui en sont détachables. (Conseil d'Etat, ass., 4 avril 2014, " Département de Tarn-et-Garonne ", n° 358994).

Organisation qui fournit des informations complémentaires sur la procédure de passation de marché : S.M.D.3

Organisation qui signe le marché : S.M.D.3

5.1 Identifiant technique du lot : LOT-0003

Titre : Protection juridique et fonctionnelle, défense pénale des agents et des élus

Description : Au titre de la Loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires, de la Loi dite loi Le Pors ; de la Loi n°2018-727 du 10 août 2018 ; Loi n° 2019-1461 du 27 décembre 2019 relative à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique, Il s'agit de garantir aux assurés tels que définis à l'article 3 ci-après les garantie suivantes : - Le conseil et l'assistance pour la préparation et/ou réflexion d'actes ou conventions de toute nature (y compris hors litige) ; - La protection fonctionnelle de ses agents et élus s'ils sont victimes d'une infraction à l'occasion ou en raison de leurs fonctions ; - Le conseil et l'assistance en vue d'un règlement amiable lors d'un litige, et lorsqu'une action judiciaire est nécessaire et/ou incontournable de prendre en compte les frais et honoraires des procédures

et frais correspondants (hors condamnations civiles). Il est convenu que, pour l'application du contrat, le terme « agents » inclut les administrateurs.

Identifiant interne : M-2025 -012 AO_3

5.1.1 Objet

Nature du marché : Services

Nomenclature principale (cpv): 66516000 Services d'assurance responsabilité civile

5.1.2 Lieu d'exécution

Adresse postale : La Rampinsolle

Ville : COULOUNIEIX CHAMIERES

Code postal : 24660

Subdivision pays (NUTS) : Dordogne (FRI11)

Pays : France

Informations complémentaires : S.M.D.3

5.1.3 Durée estimée

Durée : 48 Mois

5.1.4 Renouvellement

Nombre maximal de renouvellements : 3

Autres informations sur le renouvellement : Le lot 3 comporte trois reconductions.
Chaque reconduction est de 12 mois

5.1.5 Valeur

Valeur estimée hors TVA : 10,200 Euro

5.1.6 Informations générales

Projet de passation de marché non financé par des fonds de l'UE

Le marché relève de l'accord sur les marchés publics (AMP) : oui

5.1.10 Critères d'attribution

Critère :

Type : Coût

Description : Conditions tarifaires

Catégorie du critère d'attribution seuil : Pondération (points, valeur exacte)

Nombre critère d'attribution : 30

Critère :

Type : Qualité

Description : Nature et étendues des garanties et des franchises aux regard du CCTP

Catégorie du critère d'attribution seuil : Pondération (points, valeur exacte)

Nombre critère d'attribution : 40

Critère :

Type : Qualité

Description : Gestion et suivi des sinistres

Catégorie du critère d'attribution seuil : Pondération (points, valeur exacte)

Nombre critère d'attribution : 30

5.1.15 Techniques

Accord-cadre :

Pas d'accord-cadre

Informations sur le système d'acquisition dynamique :

Pas de système d'acquisition dynamique

5.1.16 Informations complémentaires, médiation et réexamen

Organisation chargée des procédures de médiation : Comité consultatif de règlement amiable des litiges

Organisation chargée des procédures de recours : Tribunal Administratif de Bordeaux

Informations relatives aux délais de recours : Détails d'introduction des recours : Les voies de recours ouvertes aux candidats sont les suivantes : - introduire, avant la signature du marché, un recours gracieux auprès de l'acheteur public contre la décision de rejet de leur candidature ou de leur offre ; - Un recours en référé précontractuel peut être introduit depuis le début de la procédure de passation jusqu'à la signature du contrat par la personne publique. A partir de la signature du contrat ce recours n'est plus ouvert. (Application des articles L.551-1 et suivants et R.551-1 et suivants du Code de justice administrative). - Un recours en référé contractuel peut être introduit conformément aux dispositions de l'article L 551.13 du Code de justice administrative au plus tard le trente et unième jour suivant la publication d'un avis d'attribution du contrat. En l'absence de la publication d'avis ou de la notification mentionnées à l'alinéa qui précède, la juridiction peut être saisie jusqu'à l'expiration d'un délai de six mois à compter du lendemain du jour de la conclusion du contrat. - Tout tiers à un contrat administratif susceptible d'être lésé dans ses intérêts de façon suffisamment directe et certaine par sa passation ou ses clauses est recevable à former devant le juge du contrat un recours de pleine juridiction contestant la validité du contrat ou de certaines de ses clauses non réglementaires qui en sont divisibles. Ce recours doit être exercé dans un délai de deux mois à compter de la publication de l'avis d'attribution mentionnant la conclusion du contrat et les modalités de sa consultation dans le respect des secrets protégés par la loi. A partir de la conclusion du contrat, ces tiers auxquels ce recours est ouvert ne sont plus recevables à demander l'annulation pour excès de pouvoir des actes préalables qui en sont détachables. (Conseil d'Etat, ass., 4 avril 2014, " Département de Tarn-et-Garonne ", n° 358994).

Organisation qui fournit des informations complémentaires sur la procédure de passation de marché : S.M.D.3

Section 6 - Résultats

Valeur de tous les contrats attribués dans cet avis : 4,610 Euro

6.1 Résultat – Identifiants des lots : LOT-0002

Au moins un lauréat a été choisi.

6.1.2 Informations sur les lauréats

Lauréat :

Nom officiel : SARRE ET MOSELLE

Offre :

Identifiant de l'offre : SARRE_ET_MOSELLE

Identifiant du lot ou groupe de lots : LOT-0002

Valeur de l'offre : 4,610 Euro

L'offre a été classée : non

Sous-traitance : Non

Informations relatives au marché :

Identifiant du marché : 1165-3049

Titre : Protection juridique de la collectivité

Date de conclusion du marché : 28/11/2025

Organisation qui signe le marché : S.M.D.3

6.1.4 Informations statistiques

Offres ou demandes de participation reçues :

Type de soumissions reçues : Offres

Nombre d'offres ou de demandes de participation reçues : 3

Type de soumissions reçues : Demandes de participation

Nombre d'offres ou de demandes de participation reçues : 3

6.1 Résultat – Identifiants des lots : LOT-0001

Aucun lauréat n'a été choisi et la mise en concurrence est clos.

La raison pour laquelle un lauréat n'a pas été choisi : Autre

6.1.4 Informations statistiques

Offres ou demandes de participation reçues :

Type de soumissions reçues : Offres

Nombre d'offres ou de demandes de participation reçues : 1

Type de soumissions reçues : Demandes de participation

Nombre d'offres ou de demandes de participation reçues : 1

6.1 Résultat – Identifiants des lots : LOT-0003

Aucun lauréat n'a été choisi et la mise en concurrence est clos.

La raison pour laquelle un lauréat n'a pas été choisi : Autre

6.1.4 Informations statistiques

Offres ou demandes de participation reçues :

Type de soumissions reçues : Offres

Nombre d'offres ou de demandes de participation reçues : 0

Type de soumissions reçues : Demandes de participation

Nombre d'offres ou de demandes de participation reçues : 0

Section 8 - Organisations

8.1 ORG-0001

Nom officiel : S.M.D.3

Numéro d'enregistrement : 25240532900035

Adresse postale : La Rampinsolle

Ville : COULOUNIEIX CHAMIER

Code postal : 24660

Subdivision pays (NUTS) : Dordogne (FRI11)

Pays : France

Point de contact : Monsieur le Président

Adresse électronique : contact@SMD3.fr

Téléphone : +33 553455890

Adresse internet : <http://www.smd3.fr/>

Rôles de cette organisation :

Acheteur

Organisation qui fournit des informations complémentaires sur la procédure de passation de marché

Organisation qui signe le marché

8.1 ORG-0002

Nom officiel : Comité consultatif de règlement amiable des litiges

Numéro d'enregistrement : 13002927500018

Adresse postale : CCIRA de Bordeaux DREETS Nouvelle-Aquitaine – Pôle C

Ville : MERIGNAC

Code postal : 33700

Subdivision pays (NUTS) : Paris (FR101)

Pays : France

Adresse électronique : dreets-na.polec@dreets.gouv.fr

Téléphone : +33 556692718

Télécopieur : +33 556692718

Adresse internet : <http://www.economie.gouv.fr/>

Rôles de cette organisation :

Organisation chargée des procédures de médiation

8.1 ORG-0003

Nom officiel : Tribunal Administratif de Bordeaux

Numéro d'enregistrement : 17330005400025

Adresse postale : 9 Rue Tastet

Ville : Bordeaux Cedex

Code postal : 33063

Subdivision pays (NUTS) : Paris (FR101)

Pays : France

Adresse électronique : greffe.ta-bordeaux@juradm.fr

Téléphone : +33 556993800

Télécopieur : +33 556243903

Rôles de cette organisation :

Organisation chargée des procédures de recours

8.1 ORG-0004

Nom officiel : SARRE ET MOSELLE

Taille de l'opérateur économique : Grande

Numéro d'enregistrement : 30157300000000

Adresse postale : 17 AVENUE POINCARE

Ville : Sarrebourg

Code postal : 57400

Subdivision pays (NUTS) : Paris (FR101)

Pays : France

Point de contact : SANDRINE GOBBO

Adresse électronique : courrier@sarre-moselle.com

Rôles de cette organisation :

Soumissionnaire

Lauréat de ces lots : LOT-0002

Informations relatives à l'avis

Identifiant/version de l'avis : 508cae5f-902a-4ab9-9ccc-0512da41120b - 01

Type de formulaire : Résultats

Type d'avis : Avis d'attribution de marché ou de concession – régime ordinaire

Date d'envoi de l'avis : 28/11/2025 à 10:08

Langues dans lesquelles l'avis en question est officiellement disponible : français

Date d'envoi du présent avis à la publication : 28/11/2025